Les sections CGT Finances Publiques se sont réunies dans un contexte où la DGFiP est une des administrations au cœur des attaques d'un gouvernement de plus en plus autoritaire, au service des plus riches et de la finance.

Parce qu'elle est une administration de la Fonction Publique exerçant des missions républicaines, fiscales, comptables et foncières, au service de la population et de la société, avec un statut entraînant droits et devoirs pour ses agents, elle gène les politiques libérales.

En dix ans, 21 906 emplois ont été supprimés, le remplacement de fonctionnaires par des contractuels est engagé. La CGT Finances Publiques y est opposée, les contractuels en place doivent être titularisés. En 2019 plus du dixième du réseau avait disparu en cinq ans avec une accélération en 2020 et 2021. La perte du pouvoir d'achat du point d'indice (base de calcul de nos salaires) par rapport à l'indice des prix à la consommation s'élève depuis 2000 à 18 %, les taux de promotions se réduisent année après année.

Alors que les leçons de la crise actuelle devraient être tirées sur la nécessité d'avoir des services publics de pleine compétence et de proximité, avec les moyens nécessaires, la Direction Générale, à l'instar du gouvernement, utilise la crise sanitaire pour accélérer les contre-réformes : privatisation et casse de nos missions, rétrécissement de notre réseau, recul des droits et garanties des agents.

Toutes nos missions et nos droits sont attaquées !

Quant au dialogue social à la DGFIP, la DG se moque ostensiblement de l'avis des représentants des personnels. C'est notamment pourquoi la CGT Finances Publiques refuse de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre le NRP, véritable entreprise de destruction massive de notre réseau de proximité. Le NRP doit être abandonné.

La DG a validé unilatéralement un protocole télétravail, alors même que rien n'est encore validé au niveau Fonction Publique. La CGT Finances Publiques en réclame le retrait. Cette situation est inadmissible et le ministère de la transformation et de la Fonction publique doit être saisi. À nouveau, elle se sert du télétravail, non pas dans l'intérêt des agents, mais pour accélérer les économies d'échelle et ses contre-réformes.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Mais toutes et tous mobilisé.es, nous pouvons gagner ensemble sur nos revendications !

C'est pourquoi le conseil national adresse son soutien fraternel aux collègues du CDIF de Marseille, en grève reconductible pour défendre leurs missions, leur site, leurs postes, leurs conditions de travail, ainsi qu'à toutes les actions qui se déroulent actuellement dans les territoires.

Nous appelons l'ensemble des agents à multiplier les actions notamment pour exiger le maintien ou la réimplantation des sites et services visés par le Nouveau Réseau de Proximité (qui doit être abandonné), en lien avec les élu-es locaux, députés et sénateurs qui partagent les valeurs républicaines.

À la suite de la grève DGFIP du 10 mai, la CGT Finance Publique appelle les agents à s'inscrire pleinement dans la mobilisation unitaire Fonction Publique du 15 juin, pour nos salaires, l'emploi et nos missions, et confédérale du 22 juin pour une société plus juste et solidaire.

À compter de juin, des assises intersyndicales départementales pour l'avenir de la DGFIP seront organisées dans les territoires avec une convergence d'assises nationales à l'automne. Nous appelons les agents à s'emparer de ces initiatives pour faire remonter des cahiers de doléances et construire le rapport de force jusqu'à l'abandon des contre-réformes et la satisfaction des revendications des agents.

En 2020 un plan de relance a dégagé 200Mds d'€ d'aides et 360Mds d'€ pour les prêts garantis par l'État, pour profiter en grande partie aux grandes entreprises, sans contrepartie.

De l'argent il peut donc y en avoir pour le service public !

Toutes et tous les agent.es, avec leurs organisations syndicales, dans l'action

Toutes et tous dans la lutte !

fichiers: Télécharger adressecnmai2021.pdf (112.25 Ko)
Public: Infos / actions

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank